



L'exemple du Jura



L'Etat du Jura a mis en consultation une loi promouvant l'usage de la langue française. En cas d'acceptation par le Parlement cantonal (Législatif) cet automne, il sera le premier canton doté d'un texte législatif pour défendre le français. Le groupe de travail qui a planché sur le sujet a su éviter les pièges inhérents à un domaine qui touche à la fois aux libertés individuelles et collectives. Il a réussi l'exercice qui consiste à édicter des recommandations - et non des mesures coercitives - sans verser dans un nationalisme étriqué de fermeture sur soi, d'exclusion.

Le projet de loi jurassien, inspiré notamment de la loi 101 au Québec et de la loi Toubon en France, mentionne que «le français est la langue des autorités et que celles-ci sont tenues d'en faire un usage correct, compréhensible et de qualité». L'Etat désire se donner les moyens non seulement de favoriser l'usage de la langue de Molière mais également d'en promouvoir le rayonnement sur le territoire cantonal en visant au recours du français dans tous les domaines de la vie courante. Il édicte des recommandations, en particulier afin de «bannir les anglicismes inutiles et choquants».

En faisant office de pionnier, le Jura s'inscrit dans la mouvance de l'Unesco qui exhorte la diversité des expressions culturelles qui passe par la diversité linguistique. A ce sujet, le Gouvernement jurassien précise que la promotion de la langue française doit être en adéquation avec celle du plurilinguisme. Autre nouveauté: la création d'un Conseil de la langue française nommé par le Gouvernement pour la durée de la législature. Dans le lot des attributions de cet organisme: la coordination des actions avec les organismes de gestion de la langue française en Suisse et à l'étranger. On ose dès lors imaginer que le Jura sera le premier canton helvétique à adhérer à l'Association internationale des Régions francophones.

En conclusion, nous ne résistons pas au plaisir de vous dévoiler l'article 9 de cette loi: «L'Etat assure un enseignement qui permet la maîtrise et suscite L'AMOUR de la langue française.»

Jean-Pierre Molliet

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

L'idée a été lancée lors de la dernière réunion des Rencontres de Neuchâtel

Vers la création d'un observatoire linguistique en Suisse romande

Marinette Matthey

Dans le cadre d'un récent colloque organisé à Genève par la Délégation à la langue française, une table ronde a posé le problème du basculement de plus en plus marqué des enseignements du supérieur, ainsi que du FNRS¹, vers l'anglais. Est-ce inéluctable? En quels termes ce changement des pratiques linguistiques se justifie-t-il? Quel est le regard de l'économie sur l'emploi des langues du point de vue de l'équité? Et finalement, quels sont les avantages et les désavantages attendus du point de vue de la construction et de la transmission des connaissances scientifiques de ce basculement généralisé vers une langue unique?

A l'argument de l'excellence avancé par celles et ceux qui prennent acte de la concurrence mondiale et qui ne font que s'y adapter (en accélérant, ce faisant, le mouvement d'adoption de l'anglais comme seule langue scientifique) répond celui des défenseurs de la pluralité linguistique qui mettent en avant la nécessité pour les langues nationales (allemand, français, italien) de conserver leur vitalité dans le plus grand nombre possible de domaines scientifiques.

La Suisse met volontiers en avant son état pluriculturel et plurilingue, plusieurs cantons ou communes investissent de l'argent dans des institutions qui défendent le bi ou le plurilinguisme (on pense notamment au Forum du bilinguisme à Bienne et à l'Institut du plurilinguisme de l'Université et de la HEP de Fribourg), mais il semble que, du côté de la recherche et de l'enseignement universitaire, cet égo de la diversité se



Marinette Matthey, professeur des sciences du langage à l'Université de Grenoble, est l'auteur du livre *Au plaisir de dire*, Ed. de l'Aire.

mette en sourdine face à une évolution jugée implacable et inéluctable.

Un des arguments avancés par les responsables universitaires est que l'enseignement en anglais attire davantage d'étudiants dans un espace de mobilité toujours plus dynamique: l'étudiant suédois venant faire un semestre Erasmus à Genève y viendra d'autant plus volontiers qu'il peut continuer une partie de son cursus dans une langue qui ne lui cause plus de souci, tout en apprenant le français par ailleurs.

Mais qu'en est-il vraiment? Quels cours sont donnés en anglais?

Par quels étudiants sont-ils suivis?

Quels profs enseignent en anglais?

Certaines disciplines sont-elles complètement anglicisées, même si les enseignants et les étudiants parlent une langue nationale par ailleurs?

L'anglais progresse-t-il de manière régulière dans les universités suisses?

Il me semble que cette question relève d'une politique linguistique non seulement nationale mais coordonnée entre germanophones, francophones et italo-phones européens.

En ce qui concerne plus spécifiquement le français et la Suisse romande,

→ Suite en page 2

L'association Défense du français se pose la question:

Défendre ou promouvoir?

Que faire face aux multiples virus qui attaquent notre culture? Notre langue subit, c'est indéniable, une tornade d'anglicismes, la plongée des règles orthographiques, les multiples réformes de l'enseignement du français et les ravages des nouveaux langages téléphoniques et électroniques.

L'association Défense du français, qui existe depuis cinq ans et regroupe plus de mille fidèles et des membres collectifs, se préoccupe de ces diverses pollutions. Des résultats encourageants incitent à poursuivre la lutte. Toutefois, des avis critiques se manifestent: «Vous vous attachez trop à défendre, pas assez à attaquer», dit un enseignant.

Dans le dernier bulletin de l'association, Odile Jaeger Lanore, membre du comité, résume les discussions très animées d'un «café francophone tenu à Genève sous le titre «Genève, capitale ou colonie?»

«La tendance générale qui s'est dégagée suite à de nombreuses interventions a été de dire qu'il ne fallait pas seulement se battre mais plutôt promouvoir la langue française. Il faut être proactif, être ouvert aux autres langues, respecter les diversités à l'école déjà, apprendre la langue du pays où l'on vit, etc. Actuellement, la promotion de la langue est trop faible, il faut un combat positif.

Promotion

Promotion, le mot est lâché. Et si l'association changeait de nom et s'appelait Association promotion du français? Ou encore Défense et promotion du français?

Promouvoir, c'est mettre en œuvre des projets, établir des programmes, provoquer leur développement ou leur succès; sans oublier toutefois qu'une attitude offensive relève aussi de la protection des acquis, donc de la défense d'un héritage.

C'est donc une toute nouvelle stratégie. Les moyens sont multiples: agir auprès des enseignants, sensibiliser les élèves au phénomène de l'anglicisation de nos langues, interpellier les différents médias, intervenir auprès des autorités politiques, informer les parlementaires, prendre part à des débats...»

Ce point de vue, soutenu par le comité, a engendré de nombreuses réactions. L'une des dernières, dont voici un résumé, rappelait qu'on peut défendre une cause sans qu'une attaque soit nécessaire.

Votre avis?

On dit, en effet, de l'auteur d'une prestation estimable qu'il se défend bien. La notion de promotion, en revanche, adéquate dans des pays où le français est langue étrangère, n'a pas sa place chez nous. Les amateurs de folklore pourront promouvoir les patois, les Suisses alle-

mands l'allemand, contre les dialectes, mais c'est un autre problème.

Il s'agit de défendre le français dans sa richesse et son originalité et non de le promouvoir à Glaris ou Frauenfeld. Aux habitants de ces lieux de le faire s'ils le veulent. Il s'agit aussi de le défendre contre les envahisseurs, le jargon anglo-saxon en premier lieu, et les écorcheurs trop présents à la RSR, comme si aucun francophone n'était capable d'expliquer une réalité relative à l'administration fédérale...

Les points de vue contrastés ont lancé un débat plus vif que nous ne l'imaginions. Nous souhaitons qu'il se poursuive par lettre ou courriel jusqu'à l'assemblée générale de l'association Défense du français au printemps 2010. Vos avis sont les bienvenus.

Daniel Favre

contact@defensedufrancais.ch

Semaine de la langue française 2009

La Francophonie a fait son marché

Sur le thème «La Francophonie fait son marché» l'Association suisse des journalistes de langue française, en collaboration avec l'Association Défense du français et le Club de la grammaire de Genève, est allée au moyen d'un véhicule décoré par des banderoles et affiches à la rencontre des gens. Ont été visités du 13 au 19 mars les marchés de Sion, Neuchâtel, Plainpalais (Genève), Yverdon, Fribourg et Lausanne.

Nous avons distribué de main à main quelque 800 programmes de la Semaine de la langue française ainsi que des affichettes portant les slogans:

- sale: pourquoi cet anglicisme (et tous les autres)? Abonnez-vous aux fiches de l'Association suisse des

journalistes de langue française

- Chaque mois l'Association suisse des journalistes de langue française vous propose le MOT JUSTE

- Adhérez à l'Association Défense du français

- 40 francs par an... On ne se ruine pas mais on fait une bonne action

310 personnes ont participé à notre concours: «Biffez l'intrus» en glissant le coupon-réponse dans l'urne. Nous avons pu récompenser 50 gagnants, ayant reçu pour 2000 francs de prix de 19 donateurs de la Suisse romande.

L'accueil a été partout très agréable. De très nombreuses personnes nous ont félicités pour notre action et remercié des efforts entrepris en faveur de la langue française. Nous n'avons enregistré aucune réaction

négative.

Suite à ce bilan que nous considérons comme extrêmement positif pour une première expérience, le comité de l'Association suisse des journalistes réuni le 5 juin dernier à Lutry a décidé de «remettre ça» en 2010. Mais en tenant compte des quelques imperfections constatées cette année. Notre objectif sera de créer à chaque fois un événement susceptible de faire se déplacer des gens pour assister à une animation particulière. Cette année, nous avons uniquement croisé sur notre chemin des hommes et des femmes qui étaient là... pour faire leur marché.

Merci à nos donateurs

Cette opération a coûté 2500 francs, pris entièrement à la charge des

trois institutions organisatrices. Merci à nos généreux donateurs: Office du tourisme, Zinal; Le Labyrinthe Aventure, Evionnaz; Goût et Région, Couvet; Papiliorama, Chiètres; Centre thermal, Yverdon-les-Bains; Manor, Marin; Lausanne Tourisme, Lausanne; Fondation Pierre-Gianadda, Martigny; Compagnie Générale de Navigation sur le lac Léman, Lausanne; Fondation du château de Chillon, Vevey; Musée d'ethnographie, Neuchâtel; Office du tourisme du canton de Vaud, Lausanne; Fondation Alimentarium, Vevey; Fondation du château de Grandson, Grandson; Swiss Vapeur Parc, Le Bouveret, God Kart, Vuitebœuf; Office du tourisme, Moléson-sur-Gruyères; Musée d'archéologie Laténium, Hauterive; Fribourg Tourisme et Région, Fribourg. *Jean-Pierre Molliet*

→ Suite de la page 1

on pourrait imaginer qu'un observatoire linguistique se mette en place pour récolter de l'information et amener des éléments de réponse à ces différentes questions. Un tel observatoire se justifie car rien n'est naturel en matière de politique linguistique. Le laisser-faire actuel favorise outrageusement la domination de l'anglais pour des raisons sociolin-

guistiques bien connues (questions de prestige et d'hégémonie socio-économique, associées aux désirs individuels de mobilité géographique et sociale). Une prise de conscience des conséquences négatives de cette mobilité linguistique pour la communauté des chercheurs francophones en l'occurrence semble aujourd'hui nécessaire. Une po-

litique linguistique, réfléchie et appuyée par une bonne connaissance des faits et de leur évolution est aujourd'hui nécessaire en Suisse, comme en Europe.

Une suggestion pour que l'idée se concrétise: que la Délégation à la langue française de la Conférence intercantonale de l'Instruction publique des cantons romands et du Tessin (DLF), et

l'Institut du plurilinguisme fribourgeois mettent leurs forces en commun pour fonder cet observatoire romand, qui pourrait devenir le pendant de l'Osservatorio linguistico della Svizzera italiana, et mener des enquêtes permettant de documenter la situation actuelle dans les universités et de surveiller son évolution.

¹ Colloque «Le français dans l'enseignement universitaire et la recherche scientifique», organisé par la Délégation à la langue française (DLF), en association avec les universités de Neuchâtel, Lausanne et Genève, 17 et 18 mars 2009, Genève, Uni-Mail. Cette manifestation s'est inscrite dans le cadre de la 14e Semaine de la langue française et de la francophonie en Suisse, qui s'est tenue du 14 au 22 mars 2009 autour du thème «Des mots pour demain».

Le Mercenaire: un ouvrage de Jacques Donzel et de son fils Olivier

Le major Davel: un libérateur ou un utopiste?



Jacques Donzel: l'ancien homme de la radio, co-auteur du livre, est un membre assidu de l'Association suisse des journalistes de langue française.

Jacques et Olivier Donzel ont écrit en tandem un livre de plus de 300 pages sur la vie et la mort du major Davel. Pourquoi s'intéresser encore en 2009 à cet officier putschiste, personnage emblématique des Vaudois? Les

coauteurs ont répondu à nos questions:

«Le message de liberté et d'indépendance porté par Davel depuis 286 ans n'a rien perdu, aujourd'hui, de son sens et de son actualité. Il nous a semblé qu'il prendrait davantage de force s'il retrouvait le contexte exemplaire de ses origines historiques, les modes de vie, une culture qui expliquent son parcours et une trahison.»

Quels sont les éléments que vous avez traités qui n'étaient pas encore connus du grand public?

«Depuis quarante ans, personne n'a raconté l'histoire du major. Curieusement, les vingt années qu'il a passées au service étranger en tant que mercenaire et qui ont influencé son action et sa philosophie étaient quasi passées sous silence.»

Citez des épisodes de sa vie que le lecteur découvrira?

«Au printemps 1723, alors que l'hiver avait été agréable, il y eut

quelques journées froides. Le samedi 24 avril, jour de grand marché à Lausanne, les femmes faisaient provision d'huile de noix, de choux, de raves et d'amandes venues de France.

Un bruit circulait en ville. Un homme était condamné à mort. Il ne s'agissait pas d'un brigand ordinaire mais d'un major, enfermé et mis aux fers depuis le début du mois, pour avoir fomenté une révolte contre les Bernois, dominateurs de son Pays de Vaud depuis 1536.

Davel, qualifié de criminel, fut condamné à mort et décapité devant une foule émue et troublée.

Un témoin oculaire de l'exécution, l'imprimeur Samuel, décida de mener une enquête afin d'écrire la véritable histoire du major Davel. Interrogeant des gens qui connurent ce rebelle, notaire puis mercenaire, l'imprimeur découvrit peu à peu les motivations de son acte de révolte solitaire.

Samuel raconte la vie quotidienne de ce temps-là en démontrant que LL. EE. de Berne et leurs collaborateurs de Lausanne s'employèrent à vider le message politique de Davel en faisant de lui un hors-la-loi, un illuminé et un mystique.

En fait, comme Guillaume Tell, un jour, Davel, honnête et pieux homme, décide de refuser de faire révérence devant l'ours bernois dominateur.

C'est un homme révolté qui dit non. Le contenu de ce non signifie: les choses ont trop duré. Il souhaite un pouvoir qui n'aurait plus sa source dans l'arbitraire mais dans le consentement général.

Dans un monde crevassé par les excès de l'Ancien Régime, il traduit une intelligence révoltée contre la duplicité et la corruption.»

Où avez-vous été chercher vos sources?

«Nous avons compulsé les archives cantonales vaudoises et des centaines d'ouvrages relatifs à l'époque, ce qui nous incite à dire que nous avons constitué la bibliographie la plus complète à ce jour de l'affaire Davel.»

*Propos recueillis par
Jean-Pierre Molliet*

*Le Mercenaire, Olivier et Jacques
Donzel, édité par Georg,
www.medhyg.ch*

La chronique du linguistique

De l'utilité de ne pas savoir l'anglais

Affirmation futile à première vue, cette apparente boutade est cependant plus qu'une simple saillie. Car, comme le narrait le fabuliste Esope, la langue est la meilleure et la pire des choses, n'en déplaise aux multiples instituts privés prônant «mercatiquement» la nécessité inéluctable de l'enseignement des langues, sans trop se soucier desquelles, pour quelle raison et dans quel ordre. Or, peut-être faudrait-il auparavant peser le pour et le contre, admettre les vrais mobiles et s'entendre sur le sens des termes utilisés.

J'avoue avoir été cette fois directement inspiré par la lecture de l'article de la *Weltwoche* (14.5.09) consacré à l'Italie de Berlusconi, et plus exactement par la citation suivante: «Es zirkuliert das Bonmot: «Weshalb geht es unseren Bankiers immer noch relativ gut? – Weil sie nicht Englisch können...»

Effectivement, quelques clics ciblés me firent découvrir l'auteur probable de cette «politically incorrect assertion», mais si maligne vérité. Il s'agissait tout bonnement du

ministre de l'Economie et des Finances en personne, Giulio Tremonti, qui, sur le ton de la plaisanterie, aurait lâché: «In Italia, a Dio piacendo, il problema proprio non si pone: che sia perché, come dice Tremonti, i banchieri non sanno l'inglese», citation relativisée aussitôt: «oppure (come piu probabile) perché la Vigilanza di Banca d'Italia è composta da gente che sa fare il suo mestiere...»

Toutefois, je suis d'avis que le «scherzo» susmentionné mérite qu'on s'y attarde. En effet, il est plus aisé de faire la sourde oreille quand les connaissances linguistiques sont insuffisantes plutôt que de faire semblant. Par conséquent, pour ne pas se laisser éblouir et obnubiler par les «lumières spamiées» de nos ordinateurs de colonisés, pour tenter d'échapper à la pourriélisation de l'outrageux outre-atlantisme, mieux vaut ne rien comprendre si l'on veut rester imperméable à l'impérialisme économique. Car, soyons honnêtes et osons regarder la crise financière en face! Ne pas savoir l'anglais aurait été assurément un atout majeur: les caisses de pension et autres gros actionnaires anglophones n'auraient

jamais pu dicter leurs lois inconsidérées, faisant miroiter d'indécents profits dans un charabia indigeste; nos banquiers ne se seraient certainement pas aventurés sur le sol étatsunien, ils ne se seraient pas acoquinés avec des «collègues» américanophones véreux, bref, nos hommes d'affaires seraient restés les pieds sur terre. Et l'UBS (pas YouBiEsse) serait encore une banque suisse sérieuse et digne de confiance.

Permettez-moi donc de m'éloigner du politiquement et économiquement correct, la situation étant vraiment trop grave pour louvoyer ou biaiser, d'autant que nous savons pertinemment à qui nous devons ce naufrage généralisé. La globalisation/mondialisation (douceux euphémisme pour «américanisation») s'étant avérée une malédiction, soyons hardiment iconoclastes: tirons la sonnette d'alarme européenne, résistons aux sirènes anglo-américaines. Cessons un temps d'apprendre ce jargon de marchands impudents, laissons à leur tour ces derniers apprendre nos langues de culture. Ainsi ne pourront-ils plus débiter leurs inepties et seront-ils

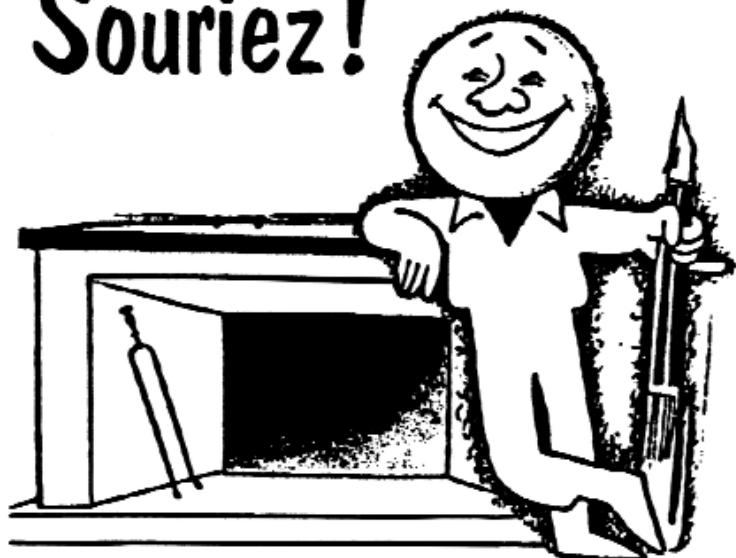
condamnés à chercher leurs mots, à parler lentement ou, mieux, à se taire...

Quant à nous, il serait également temps de faire le ménage sur notre continent, c'est-à-dire de considérer chaque terme anglais a priori comme un «spam» - avez-vous déjà remarqué que si vous traitiez comme des pourriels tout ce que votre messagerie reçoit dans le sabir de l'Oncle S(p)am, vous ne risqueriez pas grand-chose en les mettant à la poubelle? Moralité, un tri linguistique s'impose, un «trash libérateur».

Mais si vous trouvez ma proposition trop radicale, j'en aurais une autre, plus positive de prime abord, quoique bien plus exigeante, et donc encore moins réaliste: apprenez très très bien l'anglais, étudiez minutieusement ce que font nos chers rustaude du Nouveau-Monde - je m'adresse ici tout particulièrement aux responsables des programmes scolaires et universitaires de gestion et d'économie - puis faites allégrement... le contraire! Croyez-moi, tout ira alors pour le mieux dans le meilleur des mondes et nous n'aurons plus besoin ni de «Chief Executive Officer», ni de «Customer Care»!

Erich Weider

Souriez!



Le dictionnaire satirique des noms propres et malpropres de Narcisse Praz

Fr. 43.–

est dans les librairies ou
Editions Slatkine C.P.3625

CH 1211 Genève 3

Tél. 0041/(0)22-776.25.51

e-mail slatkine@slatkine.com

Salon du livre

Le foisonnement des langues africaines



Notre président Daniel Favre entouré de ses deux invités: Julien Kilanga Musinde (à gauche) et Jérémie Kouadio N'Guessan. (Photo Molliet)

Notre association a organisé, dans le cadre du Salon du livre de Genève, une exposition montrant la diversité des langues - plus de 2000 - en Afrique. Cette mosaïque a été présentée grâce à la collaboration du linguiste Julien Kilanga Musinde, résidant à Paris, où il travaille pour le compte de l'OIF, et Jérémie Kouadio N'Guessan, professeur d'université à Abidjan. Des phrases courantes et des dictons traduits dans une dizaine de langues figuraient sur des d'affiches alors que des cartes de géographie montraient

le surprenant foisonnement de ces dialectes. Des extraits d'émissions de radios locales et nationales ont en outre offert aux visiteurs un parcours auditif aux sonorités et accents particuliers. Une découverte issue d'une enquête de l'Unesco: les Africains dans leur grande majorité sont polyglottes, parlant de deux à quatre langues, voire davantage. Rares sont les pays de ce continent à rassembler des locuteurs d'une seule langue nationale. A l'autre pôle, notons que le Nigeria, pour ses 105 millions d'habitants, dénombre environ 410 idiomes.

Les brèves

Agendez la Conférence mondiale sur le journalisme d'investigation

Plus de 500 journalistes seront à Genève du 22 au 25 avril 2010. Un comité d'organisation travaille avec l'appui du Club suisse de la presse. Daniel Favre y représente l'ASJLF et l'UPF, dont l'objectif est d'informer les journalistes francophones et de les inciter - ce qui n'a pas été le cas lors des éditions précédentes - à venir suivre les multiples ateliers thématiques. Le français sera l'une des langues de la Conférence.

Les participants présenteront des cas pratiques, suivis de l'échange de techniques et de contacts. Il sera notamment question des dessous de la crise financière, de la corruption, de la recherche et de l'exploitation de documents, de l'utilisation d'une caméra cachée ou, par exemple, du trafic de cigaretttes dans les Balkans.

Pour un complément d'informations: www.gijc2010.ch

Nouvelle publication de Cikuru Batumike

Notre confrère, fidèle membre de l'UPF, a repris la plume. Il propose un échange épistolaire à la suite d'une rencontre à la Biennale de poésie de Liège, *Lettres à (de) l'amie qui me veut du bien*. Un voyage à travers les riches méandres de la poésie, de son apport à la «résistance» à celle des descendants d'esclaves, du Mouvement de la négritude, de l'apartheid, «des fragments de ma sensibilité devant l'injustice que subissent de nombreux fugitifs, devant la dépossession humaine et l'humiliation qui défigurent l'Etre», explique Cikuru Batumike.

C'est également le regard de ce Congolais - devenu Suisse - sur l'Italie. La découverte de Pompéi, de Naples, de Rome, du Vatican. Enfin, les réflexions sur les discriminations et l'intégration reprises de son ouvrage *Etre Noir africain en Suisse*. DF

Les Ed. Baudelaire 2009, 86 pages.

41^{es} Assises au Cameroun

Selon une information donnée début juin par Georges Gros, secrétaire général de l'Union internationale de la presse francophone, les 41^{es} Assises se tiendront durant six jours à Yaoundé (Cameroun). Fourchette des dates retenues: six jours dans la seconde quinzaine de novembre prochain. Le thème général des travaux proposé est «Ethique et déontologie à l'épreuve des nouvelles techniques de l'information et de la communication: entre liberté de presse et responsabilité des journalistes».

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.

Editeur: Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.

Téléphone 021 653 12 20.

CCP 10-3056-2 Lausanne.

Coordination: Jean-Pierre Molliet.

Abonnements: compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 50.— par an.

Impression: IRL s.a.

Publicité: page entière: 1500 fr.;

1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;

1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte par Edipresse

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française
est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES
DE LANGUE FRANCAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE